

HEUZÉ, Gérard et Monique SELIM (dir.). *Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine*. Paris, Éditions Karthala, 1998, 256 p.

Raoul Marc Jennar

Volume 30, Number 4, 1999

Les relations internationales des régions en Europe

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704112ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704112ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jennar, R. M. (1999). Review of [HEUZÉ, Gérard et Monique SELIM (dir.). *Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine*. Paris, Éditions Karthala, 1998, 256 p.] *Études internationales*, 30(4), 851–853.
<https://doi.org/10.7202/704112ar>

L'avenir pour ces deux pays est incertain. L'auteur souligne un certain nombre de maillons faibles qui pourraient grever leur croissance future : des infrastructures déficientes notamment dans l'agriculture, les transports et la production d'électricité, un secteur public souvent pléthorique et peu productif, des investissements insuffisants dans les domaines de l'éducation et de la santé, un environnement menacé (assainissement des eaux, érosion, déboisement) et des dysfonctionnements liés à l'économie du « coulage » (corruption, subventions improductives, spéculations, etc.). Autre élément d'inquiétude, l'accroissement de part et d'autre, des disparités entre les revenus urbains et entre régions agricoles avantagées par la nature et relativement développées d'une part, et zones isolées et/ou dotées d'un milieu naturel pauvre. Les disponibilités en capitaux existent, à en juger notamment par le taux d'épargne élevé en Chine et substantiel en Inde, mais encore faudrait-il les canaliser vers les secteurs qui permettront un développement durable. Gilbert Étienne nous aide à mieux comprendre les futurs enjeux de deux pays dont l'avenir ne peut et ne doit nous laisser indifférent.

Gilles BOQUÉRAT

Centre d'étude de l'Inde et de l'Asie du Sud
Unité associée au CNRS no 118

Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine.

HEUZÉ, Gérard et Monique SELIM (dir.).
Paris, Éditions Karthala, 1998, 256 p.

Gérard Heuzé est socio-anthropologue au Centre d'étude de l'Inde, un laboratoire du CNRS. Il travaille depuis quinze ans en Inde dans les milieux

urbains et salariés. Monique Selim est anthropologue à l'ORSTOM. Ensemble, ils ont dirigé la publication de cet ouvrage collectif qui rassemble des contributions de chercheurs du CNRS, des Universités de Cambridge et Louvain et de l'ORSTOM.

Cet ouvrage fort savant s'attache à étudier, en dehors des clichés habituels, la montée en puissance du radicalisme politico-religieux en Inde, au Bangladesh et au Pakistan. Les auteurs, et c'est la thèse principale qui parcourt comme un fil conducteur les différentes contributions, montrent à quel point l'essor des idéologies politico-religieuses se présente d'abord comme un miroir de la mondialisation économique.

Cette démonstration s'accomplit en trois étapes. Il s'agit tout d'abord de vérifier l'importance du phénomène et chaque contribution fournit les éléments d'appréciation des formes radicales de l'hindouisme et de l'islam. Il s'agit ensuite, et c'est une des grandes originalités de cet ouvrage, de mettre en perspective comparative, dans leurs nuances diverses, l'hindouisme et l'islam politiques. Il s'agit enfin de remettre en cause l'existence d'un modèle d'exception culturelle et/ou religieuse qui constitue aujourd'hui l'explication convenue. Les auteurs s'emploient à montrer que cette grille d'analyse constitue un « leurre ethnocentrique » qui conduit le chercheur à l'impasse.

L'évolution vers le fondamentalisme comme la résistance à celui-ci, le passage du religieux au politique, les différentes stratégies d'islamisation et les différentes politiques de l'islamisme constituent la matière des contributions consacrées au Bangladesh.

Les édifications identitaires s'appuyant sur le religieux ont été mises entre parenthèses pendant la période de la lutte pour l'indépendance alors que s'opposaient musulmans du Pakistan et musulmans du Bangladesh. Dans la conjoncture fondatrice de la nation Bangladeshi, il n'y a pas eu instrumentalisation du religieux comme dans d'autres mouvements indépendantistes. Ce qui témoigne d'une certaine précarité de l'islam dans un pays islamisé tardivement et de manière différente selon les classes sociales. Ce qui explique le « sécularisme » de la Constitution de 1972. Mais ce « sécularisme » est de courte durée et dès 1977, il est remplacé par l'adhésion à « la souveraineté d'Allah ». En 1988, l'islam est décrété religion d'État et le pays connaît huit années d'islamisation forcenée des institutions, malgré l'opposition des « sécularistes ». Les dernières années voient le paysage politique se recomposer radicalement avec la légitimation des fondamentalistes jusque-là considérés comme des « collaborateurs » du Pakistan. Les « fatwa » (jugements islamiques) se multiplient et illustrent une mise au pas centrée principalement sur les femmes. Cette évolution a suscité des réactions et on a vu se développer des partis islamiques anti-islamistes, adhérant à l'islam mais privilégiant sa dimension nationale. On observe aussi une action grandissante de mouvements féministes et des associations de promotion des droits humains. La résistance qui s'organise contre le fondamentalisme s'appuie sur les thèmes qui prévalaient à la libération du pays et refuse toute identification avec l'Occident. Ce qui explique le trouble provoqué par la démarche de Taslima Nasreen. Cible des fondamentalistes,

elle n'a pas reçu le soutien des organisations féministes traditionnelles ou des mouvements sécularistes. Son féminisme a été jugé trop occidental parce que trop centré sur la libération personnelle.

Dans un pays qui connaît une profusion de fondamentalismes religieux, deux stratégies, décrites avec détails par l'auteur, dominent pour faire triompher l'islam. La première passe par l'éducation et l'enseignement. C'est le mouvement wahabi qui englobe les écoles islamiques populaires et Tablighal-Jamaat, organisation venue de l'Inde qui œuvre à la « réislamisation ». L'autre stratégie, celle du parti islamiste Jama'ati-Islami, entend s'emparer d'abord de l'État et en fait la condition préalable à la mise en place d'une dictature islamique.

L'idée de race dans l'idéologie nationaliste hindoue, le populisme religieux et son impact sur la vie politique font l'objet des textes consacrés à l'Inde. La grande tradition hindoue ignorait largement le critère racial. La discrimination s'exprime en fonction du respect des rites brahmaniques et non de l'appartenance aux « arya » ou aux « mlechha » (non-aryens). Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle, à la lecture des travaux d'orientalistes européens, qu'une reconstruction raciste du passé apparaît en Inde. Un nationalisme basé sur l'ethnicité apparaît au tournant du siècle avec les premiers idéologues nationalistes et indépendantistes. L'idée que le lien du sang rassemble tous les Hindous en dépit de leurs divisions en castes et sectes se renforce à mesure que se propagent les théories raciales en Europe. Le nationalisme ethnique de l'Allemagne nazie devient une référence pour plusieurs idéologues hindous.

La contribution consacrée au Pakistan s'attache, quant à elle, à étudier l'efficacité symbolique et les effets pervers de la politique d'islamisation. L'auteur décrit les différentes logiques dont est porteur le discours sur l'islamisation en soulignant qu'aucune de ces logiques n'est vraiment dominante. Logique de l'identité, logique du vide par absence d'éthique, logique des traditions, logique du changement social, réformiste ou révolutionnaire et logique duale envahissent le discours de l'islam. Ce qui a rendu incontournable la rhétorique islamique. L'islam est la voie officielle et balisée pour exprimer tout projet politique.

Cet ouvrage très érudit est destiné à un public averti. L'absence de glossaire n'est pas compensée par la présence systématique, lors de sa première utilisation, de la définition d'un sigle ou d'un terme inconnus du spécialiste (il faut attendre 127 pages avant de connaître la signification d'un sigle régulièrement utilisé). On regrette le parti pris par certains des auteurs de renoncer à des notes explicatives qui auraient rendu plus aisée la lecture de cet ouvrage par ailleurs passionnant pour tous ceux qui s'intéressent non seulement à l'Asie du Sud, mais également aux interactions entre le religieux et le politique là-bas comme ailleurs dans le monde.

Raoul Marc JENNAIR

Centre européen de recherches sur l'Extrême-Orient (CEREO), Belgique

CANADA

Guerre et censure au Canada 1939-1945.

BEAUREGARD, Claude. Québec, Éditions du Septentrion, 1998, 198 p.

Plus d'un demi-siècle après sa conclusion, la Deuxième Guerre mondiale continue de fasciner la génération qui n'a pas sa propre mémoire participatrice du carnage, de la destruction, de l'héroïsme, des hommes et des événements moins glorieux. La Guerre est présente sur l'écran du cinéma et dans la littérature politique. Chaque auteur s'efforce d'enlever un peu plus le voile et de dépoussiérer les multiples façades de cette guerre décisive qui a mis fin à un ordre obsolète mais projette l'humanité dans un ordre nucléaire encore plus terrifiant. Claude Beaugard choisit comme sujet de sa réflexion l'étude d'une question tout à fait controversée, dans les pays du Nord, comme dans les États du Sud, en guerre comme en temps de paix. Il s'agit de l'exercice de la censure, par un gouvernement pourtant élu démocratiquement, dans un contexte particulièrement difficile pour le pays et pour des raisons de sécurité. Le 1^{er} septembre 1939, le jour de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, le gouvernement du premier ministre Mackenzie King impose une sévère censure sur les communications. Malgré son importance, la question fut très négligée par l'histoire militaire et le journalisme, affirme l'auteur qui, dans son introduction, définit le terme et, à l'aide de la littérature sur le sujet,